

Gel de la rémunération des fonctionnaires

Les organisations syndicales dénoncent une "provocation" du ministre de la fonction publique et continuent de réclamer une revalorisation des salaires des fonctionnaires de l'ordre de 3 à 4 %.

Jean-Paul Delevoye, le ministre de la fonction publique, a indiqué, lors d'une réunion avec les sept fédérations de fonctionnaires organisée jeudi 27 novembre, qu'il n'y aurait pas de mesure générale de revalorisation des salaires pour les 5,2 millions d'agents de l'Etat en 2003. Seule une hausse du point d'indice (qui sert de base au calcul des traitements) de 0,5 % interviendra au 1er janvier 2004.

L'annonce a soulevé un très vif mécontentement des syndicats, qui exigeaient le rattrapage d'une perte de pouvoir d'achat estimée à au moins 3 %. L'augmentation décidée par le ministre de l'époque, Michel Sapin, de l'ordre de 1 % par an de 2000 à 2002, avait été jugée insuffisante par les organisations syndicales. Elles réclamaient que soit rattrapé un retard de progression des rémunérations par rapport à l'inflation estimé, par leurs soins, à 3 ou 4 %.

Au sortir de la réunion, les représentants syndicaux se sont dits "très en colère". Marie-Claude Kervella, représentante de la CFDT, a dénoncé une "politique scabreuse" alors que son homologue de la CGT, Bernard Lhubert, a fait état d'une "provocation, après la réforme des retraites, les suppressions d'emplois et le lundi de Pentecôte". Même son de cloche chez FO dont le délégué souligne que "le gouvernement démontre une nouvelle fois son mépris pour les fonctionnaires".

Suite de l'article du Monde

Par

Publié sur Cafeduweb - Archives le samedi 29 novembre 2003

Consultable en ligne : <http://archives.cafeduweb.com/lire/3772-gel-remuneration-fonctionnaires.html>